

## Consultation à la demande du Ministre des télécommunications concernant une proposition d'avant-projet de loi concernant l'utilisation des brouilleurs

---

### Comment réagir au présent document ?

---

Jusqu'au 29 juillet 2022

Uniquement par e-mail à [consultation.sg@ibpt.be](mailto:consultation.sg@ibpt.be)

Avec la référence « Consult-2022-D2 »

Personne de contact : Michaël Vandroogenbroek, 1<sup>er</sup> Ingénieur-Conseiller (+32 2 226 88 11)

Les réponses sont attendues uniquement par voie électronique à l'adresse précisée

Merci de joindre ce [formulaire de couverture](#) à votre réponse.

Vos commentaires devraient se référer aux paragraphes et/ou sections auxquels ils se rapportent et indiquer clairement ce qui est confidentiel.

**La présente consultation est faite à la demande de la Ministre des Télécommunications. En conséquence, il est à noter que l'ensemble des informations communiquées à l'IBPT en réponse à cette consultation seront considérées comme lui étant directement destinées et pourront lui être intégralement transmises en l'état dans lequel elles ont été communiquées, sans autre traitement ou vérification.**

## **TABLE DES MATIÈRES**

1. Situation existante .....	3
2. Nouvelles catégories d'exceptions .....	3
3. Avant-projet de loi .....	4
Liste des annexes .....	4
Annexe 1 - Proposition d'avant-projet de loi.....	5
Annexe 2 - Version consolidée des articles pertinents de la LCE .....	21

## 1. Situation existante

1. Les brouilleurs ou « *jammers* » sont interdits en Belgique. La loi (article 33 de la LCE<sup>1</sup>) prévoit cependant quatre catégories d'exceptions à cette interdiction.
2. La première catégorie d'exceptions (article 33, § 2) nécessite, entre autres, une autorisation préalable de l'IBPT ainsi qu'un contrôle de l'IBPT lors de la mise en service. Cette première catégorie d'exceptions s'applique à trois groupes d'utilisateurs :
  - les forces armées sur ses terrains de manœuvre ;
  - les services publics fédéraux compétents en matière d'affaires étrangères, en matière d'intérieur ou en matière de défense ;
  - la direction des établissements pénitentiaires pour empêcher les radiocommunications dans les établissements pénitentiaires.
3. Les règles applicables diffèrent légèrement pour ces trois groupes d'utilisateur.
4. La deuxième catégorie d'exceptions (article 33, § 3) ne nécessite par contre aucune autorisation préalable de l'IBPT. Tout au plus, l'IBPT peut demander aux utilisateurs concernés de notifier l'utilisation de brouilleurs a posteriori. Cette deuxième catégorie s'applique à cinq groupes d'utilisateurs :
  - le Service d'Enlèvement et de Destruction d'Engins Explosifs des forces armées;
  - la Direction Appui canin de la police fédérale;
  - les unités spéciales de la police fédérale, dans le cadre de l'exécution de la loi du 6 janvier 2003 *concernant les méthodes particulières de recherche et quelques autres méthodes d'enquête* ;
  - les forces armées dans le cadre d'actions militaires
  - les services de renseignement et de la sécurité visés à la loi organique du 30 novembre 1998 *des services de renseignement et de sécurité*.
5. La troisième catégorie d'exceptions (article 33, § 4) s'applique aux mêmes cinq groupes d'utilisateurs que la deuxième catégorie d'exceptions, pour des démonstrations, tests et formations au profit des membres de leur personnel.
6. Tout comme la première catégorie, cette troisième catégorie d'exceptions nécessite une notification préalable à l'IBPT ainsi qu'un contrôle de l'IBPT lors de la mise en service. Les règles applicables pour cette troisième catégorie sont assez similaires à celles applicables la première catégorie d'exceptions.
7. La quatrième catégorie d'exceptions (article 33, § 5) s'inscrit dans le cadre de la lutte contre la détention, la commercialisation et l'utilisation des brouilleurs et permet à l'Institut d'acquérir, de posséder et d'utiliser ce type de produit pour l'expertiser, l'analyser, comprendre son fonctionnement et ses effets afin de pouvoir prendre les mesures nécessaires pour l'identifier, repérer son utilisation et le localiser.

## 2. Nouvelles catégories d'exceptions

8. Des demandes, formelles ou informelles, pour l'utilisation de brouilleurs ne correspondant à aucune des quatre catégories d'exceptions existantes ont été reçues. Suite à une analyse de toutes ces demandes, il est proposé d'introduire trois nouvelles catégories d'exceptions.

---

<sup>1</sup> Loi du 13 juin 2005 *relative aux communications électroniques*.

9. La première nouvelle catégorie d'exceptions s'applique à la police intégrée, pour l'utilisation des brouilleurs anti-drone. L'utilisation de brouilleurs anti-drone par la police intégrée ne nécessite aucune autorisation préalable de l'IBPT. La police intégrée doit cependant notifier l'utilisation de brouilleurs dans les 24 heures après l'utilisation.
10. La deuxième nouvelle catégorie d'exceptions s'applique aux exploitants des infrastructures critiques et des installations nucléaires, aux forces armées et à l'OTAN, pour l'utilisation des brouilleurs anti-drone. Contrairement à l'utilisation de brouilleurs anti-drone par la police intégrée, cette deuxième nouvelle catégorie nécessite une autorisation préalable de l'IBPT. L'IBPT peut, à tout moment, effectuer des contrôles.
11. La troisième nouvelle catégorie d'exceptions s'applique aux fabricants de brouilleurs pour des tests ou des démonstrations. Cette troisième nouvelle catégorie nécessite également une autorisation préalable de l'IBPT. L'IBPT peut, à tout moment, effectuer des contrôles.

### 3. Avant-projet de loi

12. Une proposition d'avant-projet de loi modifiant la LCE introduisant les trois nouvelles catégories d'exceptions a été préparée.
13. Le régime d'exception actuellement prévu dans l'article 33, §§ 2 à 5, est déplacé vers un nouvel article 15/1. En effet, l'article 33 concerne l'interdiction de détenir, de commercialiser, d'importer, d'avoir acquis en propriété ou d'utiliser certains produits, dont les brouilleurs. Or on veut introduire des exceptions à l'interdiction générale de causer du brouillage préjudiciable prévue à l'article 15.
14. Pour les catégories existantes, les modifications apportées sont essentiellement de nature rédactionnelle. Vu qu'elles s'appliquent aux mêmes cinq groupes d'utilisateurs, les deuxième et troisième catégories existantes sont fusionnées.
15. Le tableau 1 permet de comparer les catégories actuelles et les catégories résultant des modifications proposées.

Existant		Projet	
Catégorie	Article 33	Catégorie	Article 15/1
1 <sup>ère</sup> catégorie	§ 2	Idem	§ 2
2 <sup>ème</sup> catégorie	§ 3	Fusion des 2 catégories	§ 3
3 <sup>ème</sup> catégorie	§ 4		
4 <sup>ème</sup> catégorie	§ 5	Idem	§ 1
		1 <sup>ère</sup> nouvelle catégorie	§ 4
		2 <sup>ème</sup> nouvelle catégorie	§ 5
		3 <sup>ème</sup> nouvelle catégorie	§ 6

**Tableau 1**

16. La proposition d'avant-projet de loi ainsi que la version consolidée des articles pertinents de la LCE sont annexés.

### Liste des annexes

- A.1. Proposition d'avant-projet de loi
- A.2. Version consolidée des articles pertinents de la LCE

## **Annexe 1 - Proposition d'avant-projet de loi**

ROYAUME DE BEGIQUE	KONINKRIJK BELGIE
<b>SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL ÉCONOMIE, PME, CLASSES MOYENNES ET ÉNERGIE</b>	<b>FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE</b>
<b>Avant-projet de loi portant modification de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques</b>	<b>Voorontwerp van wet houdende wijziging van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie</b>
<b>EXPOSÉ DES MOTIFS</b>	<b>MEMORIE VAN TOELICHTING</b>
<b>EXPOSÉ GÉNÉRAL</b>	<b>ALGEMENE TOELICHTING</b>
Ce projet concerne l'utilisation des brouilleurs ou « jammers » en Belgique.	Dit ontwerp betreft het gebruik van stoorzenders of "jammers" in België.
Les brouilleurs sont interdits en Belgique. En effet, l'article 33, § 1 <sup>er</sup> , 2 <sup>o</sup> , de la loi du 13 juin 2005 <i>relative aux communications électroniques</i> (ci-après « LCE ») interdit de détenir, de commercialiser, d'importer, d'avoir acquis en propriété ou d'utiliser des « <i>produits dont l'utilisation est inconciliable avec l'article 15, alinéa 1<sup>er</sup></i> », de la LCE. Pour rappel, l'article 15 alinéa 1 <sup>er</sup> précité interdit de causer du brouillage préjudiciable càd du brouillage qui compromet le fonctionnement d'un service de radionavigation ou d'autres services de sécurité ou qui altère gravement, entrave ou interrompt de façon répétée le fonctionnement d'un service de radiocommunications, d'un service de fourniture de services de médias audiovisuels et sonores, ou d'un service de communications électroniques opérant conformément à la réglementation applicable.	Stoorzenders zijn in België verboden. Artikel 33, § 1, 2 <sup>o</sup> , van de wet van 13 juni 2005 <i>betreffende de elektronische communicatie</i> (hierna "WEC") verbiedt immers het houden, commercialiseren, invoeren, in eigendom hebben of gebruiken van " <i>producten waarvan het gebruik onverenigbaar is met artikel 15, eerste lid</i> ", van de WEC. Ter herinnering, het voormelde artikel 15, eerste lid, verbiedt het veroorzaken van schadelijke storing, met andere woorden een storing die het functioneren van een radionavigatiedienst of van andere veiligheidsdiensten in gevaar brengt, of die een overeenkomstig de van toepassing zijnde voorschriften werkende radiocommunicatiedienst, dienst voor de verstrekking van audiovisuele en auditieve mediadiensten of elektronische-communicatiedienst ernstig verslechtert, hindert of herhaaldelijk onderbreekt.
L'article 33, §§ 2 à 5, de la LCE prévoit cependant quatre catégories d'exceptions à l'interdiction de détenir, de commercialiser, d'importer, d'avoir acquis en propriété ou d'utiliser des brouilleurs.	Artikel 33, §§ 2 tot 5, van de WEC bepaalt evenwel vier categorieën van uitzonderingen op het verbod van het houden, commercialiseren, invoeren, in eigendom hebben of gebruiken van stoorzenders.

<p>La première catégorie d'exceptions (article 33, § 2) nécessite, entre autres, une autorisation préalable de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (ci-après « IBPT ») ainsi qu'un contrôle de l'IBPT lors de la mise en service dont la date a été notifiée au préalable. Cette première catégorie d'exceptions s'applique à trois groupes d'utilisateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les forces armées sur ses terrains de manœuvre ;</li> <li>- les services publics fédéraux compétents en matière d'affaires étrangères, en matière d'intérieur ou en matière de défense, dans les lieux choisis par eux ;</li> <li>- la direction des établissements pénitentiaires pour empêcher les radiocommunications dans les établissements pénitentiaires.</li> </ul> <p>Les règles applicables diffèrent légèrement pour ces trois groupes d'utilisateur.</p>	<p>De eerste categorie van uitzonderingen (artikel 33, § 2) vereist, onder andere, een voorafgaande vergunning door het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie (hierna "BIPT"), alsook een controle van het BIPT tijdens de indienststelling waarvan de datum voorafgaandelijk gemeld werd. Die eerste categorie van uitzonderingen is op drie groepen van gebruikers van toepassing:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de krijgsmacht op haar oefendomeinen;</li> <li>- de federale overheidsdiensten bevoegd inzake buitenlandse zaken, inzake binnenlandse zaken of inzake defensie, in de door hun gekozen plaatsen;</li> <li>- het bestuur van de penitentiaire instellingen om te verhinderen dat op het domein van penitentiaire instellingen radiocommunicatie mogelijk is.</li> </ul> <p>De toepasselijke regels verschillen licht voor die drie groepen van gebruikers.</p>
<p>La deuxième catégorie d'exceptions (article 33, § 3) ne nécessite par contre aucune autorisation préalable de l'IBPT. Tout au plus, l'IBPT peut demander aux utilisateurs concernés de notifier l'utilisation de brouilleurs a posteriori. Cette deuxième catégorie s'applique à cinq groupes d'utilisateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le Service d'Enlèvement et de Destruction d'Engins Explosifs des forces armées ;</li> <li>- la Direction Appui canin de la police fédérale ;</li> <li>- la Direction des unités spéciales de la police fédérale, dans le cadre de l'exécution de la loi du 6 janvier 2003 concernant les méthodes particulières de recherche et quelques autres méthodes d'enquête et dans le cadre de ses missions spécifiques;</li> <li>- les forces armées dans le cadre d'actions militaires, lorsque la protection de l'intégrité physique des personnes le requiert ;</li> <li>- les services de renseignement et de la sécurité visés à la loi organique du 30 novembre 1998 des services de renseignement et de sécurité.</li> </ul>	<p>De tweede categorie van uitzonderingen (artikel 33, § 3) vereist daarentegen geen enkele voorafgaande vergunning door het BIPT. Het BIPT kan hooguit aan de betrokken gebruikers vragen om het gebruik van stoorzenders a posteriori te melden. Die tweede categorie is op vijf groepen van gebruikers van toepassing:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de Dienst voor Opruiming en Vernietiging van Ontploffingstuigen van de krijgsmacht;</li> <li>- de Directie Hondensteun van de federale politie;</li> <li>- de Directie van de speciale eenheden van de federale politie in het kader van de uitvoering van de wet van 6 januari 2003 betreffende de bijzondere opsporingsmethoden en enige andere onderzoeksmethoden en in het kader van haar specifieke opdrachten;</li> <li>- de krijgsmacht in het kader van militaire acties, wanneer de bescherming van de fysieke integriteit van personen dat vereist;</li> <li>- de inlichtingen- en veiligheidsdiensten bedoeld in de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten.</li> </ul>

<p>La troisième catégorie d'exceptions (article 33, § 4) s'applique aux mêmes cinq groupes d'utilisateurs que la deuxième catégorie d'exceptions, pour des démonstrations, tests et formations au profit des membres de leur personnel.</p> <p>Tout comme la première catégorie, cette troisième catégorie d'exceptions nécessite une notification préalable à l'IBPT ainsi qu'un contrôle de l'IBPT lors de la mise en service. Les règles applicables pour cette troisième catégorie seront assez similaires à celles applicables la première catégorie d'exceptions.</p>	<p>De derde categorie van uitzonderingen (artikel 33, § 4) is van toepassing op diezelfde vijf groepen van gebruikers als de tweede categorie uitzonderingen voor demonstraties, tests en opleidingen ten voordele van hun personeelsleden.</p> <p>Net zoals bij de eerste categorie vereist die derde categorie van uitzonderingen een voorafgaande kennisgeving aan het BIPT, alsook een controle van het BIPT tijdens de indienststelling. De regels van toepassing op die derde categorie zullen vrij gelijkaardig zijn aan die die op de eerste categorie van uitzonderingen van toepassing zijn.</p>
<p>La quatrième catégorie d'exceptions (article 33, § 5) s'inscrit dans le cadre de la lutte contre la détention, la commercialisation et l'utilisation des brouilleurs et permet à l'Institut d'acquérir, de posséder et d'utiliser ce type de produit pour l'expertiser, l'analyser, comprendre son fonctionnement et ses effets afin de pouvoir prendre les mesures nécessaire pour l'identifier, repérer son utilisation et le localiser.</p>	<p>De vierde categorie van uitzonderingen (artikel 33, § 5) kadert in de strijd tegen het houden, het commercialiseren en het gebruik van stoorzenders en stelt het Instituut in staat om dat soort van product te kopen, te bezitten en te gebruiken om ze aan een expertise te onderwerpen, om ze te analyseren, om de werking en de effecten ervan te begrijpen, zodat de nodige maatregelen genomen kunnen worden om ze te identificeren, het gebruik ervan op te sporen en ze te lokaliseren.</p>
<p>Il ressort de l'analyse de ces catégories que le régime mis en place par l'article 33, §§ 2 à 5, n'introduit pas d'exception à l'interdiction générale de causer du brouillage préjudiciable prévue à l'article 15, alinéa 1<sup>er</sup>, de la LCE.</p>	<p>Uit de analyse van die categorieën blijkt dat het door artikel 33, §§ 2 tot 5, ingevoerde stelsel geen uitzonderingen invoert op het algemene verbod op het veroorzaken van schadelijke storing waarin door artikel 15, eerste lid, van de WEC wordt voorzien.</p>
<p>Dès lors, il sied de déplacer le régime d'exception actuellement prévu dans l'article 33, §§ 2 à 5, vers un nouvel article 15/1 de la LCE, afin de rassembler les exceptions à l'interdiction de causer du brouillage préjudiciable dans un nouvel article qui suit l'article 15 de la LCE.</p>	<p>Het is dan ook gepast om het momenteel in artikel 33, §§ 2 tot 5, voorziene stelsel van uitzonderingen te verplaatsen naar een nieuw artikel 15/1 van de WEC om de uitzonderingen op het verbod om schadelijke storing te veroorzaken in een nieuw artikel te verzamelen dat op artikel 15 van de WEC volgt.</p>
<p>toute attaque par des drones malveillants sur des événements et des infrastructures de grande envergure</p>	<p>elke aanval van kwaadwillige drones op grootschalige evenementen en infrastructures</p>

<p>En outre, en vue de prévenir toute attaque par des drones malveillants envers les événements de grande envergure et les infrastructures du pays mais également d'assurer la possibilité de réaliser en Belgique des tests ou des démonstrations réalisés par des fabricants de brouilleurs ou par l'Ecole royale militaire, le présent projet vise en outre à compléter le régime des exceptions par trois nouvelles catégorie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'utilisation de brouilleurs anti-drone (et plus généralement de véhicules sans équipage à bord) par la police intégrée ;</li> <li>- l'utilisation de brouilleurs anti-drone pour la protection des infrastructures critiques et des installations nucléaires ;</li> <li>- les tests réalisés par des fabricants ou par l'Ecole royale militaire (en tant qu'institution de recherche de la Défense nationale).</li> </ul>	<p>Om bovendien elke aanval van kwaadwillige drones op grootschalige evenementen en infrastructures van het land te voorkomen, maar ook om het in België mogelijk te maken tests of demonstraties van fabrikanten van stoorzenders of van de Koninklijke Militaire School uit te voeren, beoogt dit ontwerp daarenboven het stelsel van uitzonderingen met drie nieuwe categorieën aan te vullen:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- het gebruik van antidronestoorzenders (en meer in het algemeen van onbemande voertuigen) door de geïntegreerde politie;</li> <li>- het gebruik van antidronestoorzenders ter bescherming van kritieke infrastructures en nucleaire installaties;</li> <li>- de tests uitgevoerd door fabrikanten of door de Koninklijke Militaire School (in de hoedanigheid van onderzoeksinstelling van de nationale Defensie).</li> </ul>
<b>COMMENTAIRE PAR ARTICLES</b>	<b>ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING</b>
<b>CHAPITRE 1<sup>ER</sup> – Objet</b>	<b>HOOFDSTUK 1. – Voorwerp</b>
<b>Article 1<sup>er</sup></b>	<b>Artikel 1</b>
Cet article reprend la mention imposée par l'article 83 de la Constitution.	Dit artikel neemt de door artikel 83 van de Grondwet opgelegde vermelding over.
<b>CHAPITRE 2 - Modifications de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques</b>	<b>HOOFDSTUK 2 - Wijzigingen aan de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie</b>
<b>Article 2</b>	<b>Artikel 2</b>
Cette disposition introduit un nouvel article 15/1 afin de remplacer les paragraphes 2 à 5 de l'article 33 de la LCE (quatre catégories d'exceptions existantes) et d'introduire trois nouvelles catégorie d'exceptions.	Deze bepaling voert een nieuw artikel 15/1 in om de paragrafen 2 tot 5 van artikel 33 van de WEC (vier bestaande categorieën van uitzonderingen) te vervangen en om drie nieuwe categorieën van uitzonderingen in te voeren.
Le paragraphe 1 <sup>er</sup> reprend le contenu de l'actuel article 33, § 5, de la LCE. Les modifications apportées sont de nature rédactionnelle.	Paragraaf 1 neemt de inhoud over van artikel 33, § 5, van de WEC. De aangebrachte wijzigingen zijn van redactionele aard.

<p>Le paragraphe 2 remplace le paragraphe 2 existant de l'article 33. En ce qui concerne la notification de l'utilisation de brouilleurs sur demande de l'IBPT, ce n'est plus le Roi, mais l'IBPT, qui fixe les modalités de la notification ainsi que les informations à transmettre. Ce sont en effet des mesures éminemment techniques qui n'impliquent pas l'exercice d'un véritable pouvoir d'appréciation impliquant des choix en opportunité. Les autres modifications apportées sont de nature rédactionnelle.</p>	<p>Paragraaf 2 vervangt de bestaande paragraaf 2 van artikel 33. Wat de kennisgeving van het gebruik van stoorzenders op verzoek van het BIPT betreft, is het niet meer de Koning, maar het BIPT die de modaliteiten van de kennisgeving, alsook de te verstrekken inlichtingen, vaststelt. Het zijn immers buitengewoon technische maatregelen die geen uitoefening van een daadwerkelijke beoordelingsbevoegdheid impliceren waarbij opportuniteitskeuzes moeten gemaakt worden. De andere aangebrachte wijzigingen zijn van redactionele aard.</p>
<p>Le paragraphe 3 reprend le contenu de l'article 33, §§ 3 et 4 de la LCE. Tout comme pour le paragraphe 2, c'est maintenant l'IBPT qui fixe les modalités de la notification ainsi que les informations à transmettre. Les conditions pour les démonstrations, tests et formations au profit des membres du personnel ont été alignées sur les conditions pour une utilisation opérationnelle. Vu que les démonstrations, tests et formations sont prévisibles, ils doivent faire l'objet d'une autorisation préalable de l'IBPT. Les autres modifications apportées sont de nature rédactionnelle.</p>	<p>Paragraaf 3 neemt de inhoud over van artikel 33, §§ 3 en 4, van de WEC. Zoals bij paragraaf 2, is het nu het BIPT dat de modaliteiten van de kennisgeving vaststelt, alsook de te verstrekken inlichtingen. De voorwaarden voor de demonstraties, tests en opleidingen ten voordele van de personeelsleden zijn afgestemd op de voorwaarden voor een operationeel gebruik. Aangezien de demonstraties, tests en opleidingen voorspelbaar zijn, moeten ze het onderwerp uitmaken van een voorafgaande vergunning door het BIPT. De andere aangebrachte wijzigingen zijn van redactionele aard.</p>
<p>Les paragraphes 4 et 5 concernent l'utilisation de brouilleurs anti-drone. Le but est de pouvoir stopper des drones malveillants.</p>	<p>Paragrafen 4 en 5 betreffen het gebruik van antidronestoorzenders. Het doel is om kwaadwillige drones te kunnen stoppen.</p>

<p>Le paragraphe 4 concerne l'utilisation de brouilleurs anti-drone par la police intégrée. La police intégrée peut utiliser des brouilleurs anti-drone dans le cadre de l'exercice de leurs missions de police administrative et judiciaire conformément aux articles 14 et 15 de la loi du 5 août 1992 <i>sur la fonction de police</i>. Les exemples d'utilisation sont (non exhaustif) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la protection d'événements de grande ampleur ou identifiés avec un niveau de menace élevé ;</li> <li>- la protection des personnes menacées ou des institutions identifiées avec un niveau de menace élevé.</li> </ul>	<p>Paragraaf 4 betreft het gebruik van antidronestoorzenders door de geïntegreerde politie. De geïntegreerde politie kan antidronestoorzenders gebruiken in het kader van de uitoefening van haar opdrachten van bestuurlijke en gerechtelijke politie conform artikelen 14 en 15 van de wet van 5 augustus 1992 <i>op het politieambt</i>. De (niet-exhaustieve) voorbeelden van gebruik zijn:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de bescherming van evenementen van grote omvang of die met een hoog dreigingsniveau geïdentificeerd zijn;</li> <li>- de bescherming van bedreigde personen of instellingen die met een hoog dreigingsniveau geïdentificeerd zijn.</li> </ul>
<p>L'utilisation de brouilleurs anti-drone par la police intégrée ne nécessite aucune autorisation préalable de l'IBPT. La police intégrée doit cependant notifier l'utilisation de brouilleurs dans les 24 heures après l'utilisation du produit. Tout comme pour les paragraphes 2 et 3, c'est l'IBPT qui fixe les modalités de la notification ainsi que les informations à transmettre.</p>	<p>Het gebruik van antidronestoorzenders door de geïntegreerde politie vereist geen enkele voorafgaande vergunning door het BIPT. De geïntegreerde politie moet echter het gebruik van stoorzenders binnen 24 uur na gebruik van het product melden. Net zoals in paragrafen 2 en 3 is het het BIPT dat de modaliteiten van kennisgeving vaststelt, alsook de te verstrekken inlichtingen.</p>
<p>Le paragraphe 5 concerne l'utilisation de brouilleurs anti-drone par les exploitants des infrastructures critiques et des installations nucléaires, pour protéger ces installations. L'exploitant est en effet le premier responsable de la sécurité de son infrastructure. Son rôle est donc essentiel dans la prévention de tout événement de nature à entraîner une interruption de son fonctionnement ou sa destruction. Le paragraphe 5 s'applique également à la protection des infrastructures militaires et de l'OTAN (y compris le SHAPE) dont l'interruption du fonctionnement ou la destruction aurait une incidence significative sur leurs intérêts.</p>	<p>Paragraaf 5 betreft het gebruik van antidronestoorzenders door de exploitanten van kritieke infrastructuren en van nucleaire installaties om die installaties te beschermen. De exploitant is immers de eerste verantwoordelijke voor de veiligheid van zijn infrastructuur. Zijn rol is dus essentieel bij het voorkomen van elke gebeurtenis die een onderbreking van zijn werking of zijn vernietiging kan veroorzaken. Paragraaf 5 is eveneens van toepassing op de bescherming van militaire infrastructuren en infrastructuren van de NAVO (inclusief SHAPE) waarvan de onderbreking van de werking of de vernietiging een aanzienlijke weerslag op hun belangen zou hebben.</p>

<p>Contrairement à l'utilisation de brouilleurs anti-drone par la police intégrée, l'utilisation des brouilleurs anti-drone par les exploitants des infrastructures critiques et des installations nucléaires, les militaires et l'OTAN nécessite une autorisation préalable de l'IBPT. L'IBPT peut, à tout moment, effectuer des contrôles.</p>	<p>In tegenstelling tot het gebruik van antidronestoorzenders door de geïntegreerde politie, vereist het gebruik van antidronestoorzenders door de exploitanten van kritieke infrastructuur en van nucleaire installaties, de militairen en de NAVO een voorafgaande vergunning door het BIPT. Het BIPT mag op elk moment controles uitvoeren.</p>
<p>Le paragraphe 6 concerne les tests ou les démonstrations réalisés par des fabricants de brouilleurs ou par l'Ecole royale militaire (en tant qu'institution de recherche de la Défense nationale). L'utilisation des brouilleurs pour tests ou des démonstrations nécessite une autorisation préalable de l'IBPT. L'IBPT peut, à tout moment, effectuer des contrôles.</p>	<p>Paragraaf 6 betreft de tests of demonstraties uitgevoerd door fabrikanten van stoorzenders of door de Koninklijke Militaire School (in de hoedanigheid van onderzoeksinstituut van de nationale Defensie). Het gebruik van stoorzenders voor tests of demonstraties vereist een voorafgaande vergunning door het BIPT. Het BIPT mag op elk moment controles uitvoeren.</p>
<p><b>Article 3</b></p>	<p><b>Artikel 3</b></p>
<p>Cette disposition abroge les paragraphes 2 à 5 de l'article 33 de la LCE. En effet, leur contenu est déjà intégré dans l'article 2 du présent projet.</p>	<p>Deze bepaling heft paragrafen 2 tot 5 van artikel 33 van de WEC op. Hun inhoud wordt immers al opgenomen in artikel 2 van dit ontwerp.</p>
<p>L'article 33, paragraphe 1<sup>er</sup>, est adapté afin d'y faire référence à l'interdiction de causer du brouillage préjudiciable (article 15 de la LCE), ainsi qu'aux exceptions à cette interdiction de causer du brouillage préjudiciable (article 15/1 de la LCE).</p>	<p>Artikel 33, eerste lid, is aangepast om er te verwijzen naar het verbod om schadelijke storing te veroorzaken (artikel 15 van de WEC), alsook naar de uitzonderingen op dat verbod om schadelijke storing te veroorzaken (artikel 15/1 van de WEC).</p>
<p><b>Article 4</b></p>	<p><b>Artikel 4</b></p>
<p>L'article 4 modifie l'article 39, § 2 de la LCE. La modification est une conséquence du remplacement de l'article 33, § 2 de la LCE par l'article 15/1, § 2, et l'introduction de deux nouvelles catégories d'exceptions nécessitant une autorisation préalable de l'IBPT (article 15/1, §§ 5 et 6).</p>	<p>Artikel 4 wijzigt artikel 39, § 2, van de WEC. De wijziging is een gevolg van de vervanging van artikel 33, § 2, van de WEC door artikel 15/1, § 2, en de invoering van twee nieuwe categorieën van uitzonderingen die een voorafgaande vergunning door het BIPT vereisen (artikel 15/1, §§ 5 en 6).</p>

Avant-projet de loi	Voorontwerp van wet
PHILIPPE, Roi des Belges, A tous, présents et à venir, Salut.	FILIP, Koning der Belgen, Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.
Sur la proposition du Ministre des Télécommunications ;	Op de voordracht van de Minister van Telecommunicatie;
<b>NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :</b>	<b>HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ:</b>
Le Ministre des Télécommunications est chargé de présenter et de déposer au Parlement le projet de loi dont la teneur suit :	De Minister van Telecommunicatie is ermee belast het ontwerp van wet, waarvan de tekst hierna volgt, in onze naam aan het Parlement voor te leggen en in te dienen:
<b>CHAPITRE 1<sup>er</sup>. – Objet</b>	<b>HOOFDSTUK 1. - Voorwerp</b>
<b>Article 1<sup>er</sup>.</b> La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.	<b>Artikel 1.</b> Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.
<b>CHAPITRE 2 - Modifications de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques</b>	<b>HOOFDSTUK 2 - Wijzigingen aan de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie</b>
<b>Art. 2.</b> Dans le titre 2, chapitre 2, section 2, sous-section 1, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, il est inséré un article 15/1 rédigé comme suit :	<b>Art. 2.</b> In titel 2, hoofdstuk 2, afdeling 2, onderafdeling 1, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie wordt artikel 15/1 ingevoegd, luidende:
« Art. 15/1. § 1 <sup>er</sup> . Les dispositions de l'article 15, alinéa 1 <sup>er</sup> , ne s'appliquent pas lorsqu'il s'agit d'un brouillage préjudiciable causé par un produit utilisé par les services de l'Institut dans le but d'expertise et d'analyse de celui- ci. L'Institut prend toutes les mesures utiles pour minimiser le risque de brouillage préjudiciable durant l'utilisation de ce produit.	"Art. 15/1. § 1. De bepalingen van artikel 15, eerste lid, zijn niet van toepassing wanneer het gaat om een schadelijke storing veroorzaakt door een product gebruikt door de diensten van het Instituut met het oog op deskundig onderzoek en analyse ervan. Het Instituut neemt alle noodzakelijke maatregelen om het risico op schadelijke storing tijdens het gebruik van dat product tot een minimum te beperken.
§ 2. Les dispositions de l'article 15, alinéa 1 <sup>er</sup> , ne s'appliquent pas lorsqu'il s'agit d'un brouillage préjudiciable causé par un produit utilisé conformément au présent paragraphe, par :	§ 2. De bepalingen van artikel 15, eerste lid, zijn niet van toepassing wanneer het gaat om een schadelijke storing veroorzaakt door een product gebruikt overeenkomstig deze paragraaf door:

1° les forces armées sur ses terrains militaires ;	1° de krijgsmacht op haar oefendomeinen;
2° les services publics fédéraux compétents en matière d'affaires étrangères, en matière d'intérieur ou en matière de défense, dans des lieux choisis par eux, dans le but de protéger la confidentialité des échanges pour autant qu'ils portent sur la sécurité de la population ;	2° de federale overheidsdiensten bevoegd inzake buitenlandse zaken, inzake binnenlandse zaken of inzake defensie, in de door hun gekozen plaatsen, met het oog op het beschermen van de vertrouwelijkheid van uitwisselingen voor zover die betrekking hebben op de veiligheid van de bevolking;
3° la direction générale des établissements pénitentiaires pour empêcher les radiocommunications dans les établissements pénitentiaires.	3° het directoraat-generaal Penitentiaire Inrichtingen om te verhinderen dat op het domein van penitentiaire inrichtingen radiocommunicatie mogelijk is.
Le produit est autorisé par l'Institut conformément à l'article 39, § 2, et la date de mise en service du produit est notifiée au préalable à l'Institut.	Het product wordt door het Instituut conform artikel 39, § 2, vergund en de datum van indienstelling ervan wordt voorafgaandelijk aan het Instituut gemeld.
Le produit ne cause pas de brouillage préjudiciable en dehors :	Het product veroorzaakt geen schadelijke storing behalve:
1° des terrains militaires, pour le produit visé à l'alinéa 1 <sup>er</sup> , 1° ;	1° op militaire terreinen voor het in het eerste lid, 1°, bedoelde product;
2° des lieux choisis par le service concerné et figurant dans l'autorisation de l'Institut, pour le produit visé à l'alinéa 1 <sup>er</sup> , 2° ;	2° op plaatsen gekozen door de betrokken dienst en die vermeld worden in de vergunning van het Instituut voor het in het eerste lid, 2°, bedoelde product;
3° des établissements pénitentiaires, pour le produit visé à l'alinéa 1 <sup>er</sup> , 3°.	3° in penitentiaire inrichtingen voor het in het eerste lid, 3°, bedoelde product:
Le produit visé à l'alinéa 1 <sup>er</sup> , 2° et produit visé à l'alinéa 1 <sup>er</sup> , 3° sont installés de manière fixe.	Het in het eerste lid, 2°, bedoelde product en het in het eerste lid, 3°, bedoelde product worden vast geïnstalleerd.
Lors de la mise en service du produit, l'Institut examine le respect des dispositions du présent paragraphe. Pour ce faire, le titulaire de l'autorisation lui fournit l'accès à ses infrastructures et facilite sa tâche grâce à tous les moyens disponibles tout en garantissant sa sécurité. En cas de non-respect des dispositions du présent paragraphe, la mise en service est immédiatement arrêtée.	Tijdens de indienstelling van het product onderzoekt het Instituut de naleving van de bepalingen van deze paragraaf. Hiervoor verstrekt de houder van de vergunning het toegang tot zijn infrastructuur en vergemakkelijkt zijn taak met behulp van alle beschikbare middelen, waarbij zijn veiligheid gewaarborgd wordt. Bij niet-naleving van de bepalingen van deze paragraaf wordt de indienstelling onmiddellijk stopgezet.

<p>Après la mise en service, l'Institut peut examiner, à tout moment le respect des dispositions du présent paragraphe. Pour ce faire, le titulaire de l'autorisation lui fournit l'accès à ses infrastructures et facilite sa tâche grâce à tous les moyens disponibles tout en garantissant sa sécurité. En cas de non-respect des dispositions du présent paragraphe, le produit est directement mis hors service et la remise en service se fait conformément à l'alinéa 4.</p>	<p>Na de indienststelling mag het Instituut op elk moment de naleving van de bepalingen van deze paragraaf onderzoeken. Hiervoor verstrekt de houder van de vergunning het toegang tot zijn infrastructuur en vergemakkelijkt zijn taak met behulp van alle beschikbare middelen, waarbij zijn veiligheid gewaarborgd wordt. Bij niet-naleving van de bepalingen van deze paragraaf wordt het product onmiddellijk buiten dienst gesteld en het opnieuw indienststellen gebeurt conform het vierde lid.</p>
<p>L'utilisation du produit, visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, est notifiée à l'Institut, par le service public fédéral concerné, au plus tard 24 heures après la demande de l'Institut. L'Institut fixe les modalités de cette notification ainsi que les informations à transmettre.</p>	<p>Het gebruik van het in het eerste lid, 2<sup>o</sup>, bedoelde product wordt aan het Instituut gemeld door de betrokken federale overheidsdienst uiterlijk 24 uur na het verzoek van het Instituut. Het Instituut stelt de modaliteiten van die kennisgeving vast, alsook de te verstrekken inlichtingen.</p>
<p>La mise en service du produit visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, est notifiée par l'Institut aux utilisateurs susceptibles de subir des brouillages préjudiciables, au plus tard 5 jours avant la mise en service.</p>	<p>De indienststelling van het in het eerste lid, 3<sup>o</sup>, bedoelde product wordt door het Instituut uiterlijk 5 dagen voor de indienststelling gemeld aan de gebruikers die schadelijke storingen kunnen ondervinden.</p>
<p>§ 3. Les dispositions de l'article 15, alinéa 1<sup>er</sup>, ne s'appliquent pas lorsqu'il s'agit d'un brouillage préjudiciable causé par un produit utilisé conformément au présent paragraphe par :</p>	<p>§ 3. De bepalingen van artikel 15, eerste lid, zijn niet van toepassing wanneer het gaat om een schadelijke storing veroorzaakt door een product gebruikt overeenkomstig deze paragraaf door:</p>
<p>1° le Service d'Enlèvement et de Destruction d'Engins Explosifs des forces armées ;</p>	<p>1° de Dienst voor Opruiming en Vernietiging van Ontploffingstuigen van de krijgsmacht;</p>
<p>2° la Direction Appui canin de la police fédérale ;</p>	<p>2° de Directie Hondensteun van de federale politie;</p>
<p>3° la Direction des unités spéciales de la police fédérale, dans le cadre de l'exécution de la loi du 6 janvier 2003 concernant les méthodes particulières de recherche et quelques autres méthodes d'enquête et dans le cadre de ses missions spécifiques ;</p>	<p>3° de Directie van de speciale eenheden van de federale politie in het kader van de uitvoering van de wet van 6 januari 2003 betreffende de bijzondere opsporingsmethoden en enige andere onderzoeksmethoden en in het kader van haar specifieke opdrachten;</p>

<p>4° les forces armées dans le cadre de la mise en condition des forces armées à l'étranger ou la mise en condition et l'engagement opérationnel armé des forces armées à l'intérieur du pays, lorsque la protection de l'intégrité physique des personnes le requiert ;</p>	<p>4° de krijgsmacht in het kader van de paraatstelling van de krijgsmacht in het buitenland of de paraatstelling en gewapende operationele inzet van de krijgsmacht in het binnenland, wanneer de bescherming van de fysieke integriteit van personen dat vereist;</p>
<p>5° les services de renseignement et de la sécurité visés à la loi organique du 30 novembre 1998 des services de renseignement et de sécurité ;</p>	<p>5° de inlichtingen- en veiligheidsdiensten bedoeld in de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten;</p>
<p>Avant chaque utilisation du produit, les utilisateurs évaluent les risques de brouillages préjudiciables. Le produit est uniquement utilisé si le bénéfice de son utilisation est supérieur aux conséquences dommageables pour les tiers résultant des brouillages.</p>	<p>Vóór elk gebruik van het product evalueren de gebruikers de risico's van schadelijke storingen. Het product wordt enkel gebruikt op voorwaarde dat de baten van het gebruik ervan groter zijn dan de nadelige gevolgen die voor derden voortvloeien uit de storingen.</p>
<p>L'utilisation du produit est notifiée à l'Institut, au plus tard 24 heures après la demande de l'Institut. L'Institut fixe les modalités de cette notification ainsi que les informations à transmettre.</p>	<p>Het gebruik van het product wordt uiterlijk 24 uur na het verzoek van het Instituut aan het Instituut gemeld. Het Instituut stelt de modaliteiten van die kennisgeving vast, alsook de te verstrekken inlichtingen.</p>
<p>Les caractéristiques techniques des produits émettant dans les bandes de fréquences utilisées pour des services de radiocommunications ferroviaires ou aéronautiques, et dont la perturbation peut avoir des conséquences sur la protection des vies humaines, sont notifiées à l'Institut trois mois avant la première mise en service. L'Institut détermine quelles bandes de fréquences sont concernées par ces notifications.</p>	<p>De technische karakteristieken van de producten die uitzenden in de frequentiebanden die gebruikt worden voor spoor- en luchtvaartradiocommunicatiediensten waarvan de storing gevolgen kan hebben voor de bescherming van mensenlevens, worden drie maanden vóór de eerste indienststelling aan het Instituut gemeld. Het Instituut bepaalt welke frequentiebanden betrokken zijn bij die kennisgevingen.</p>
<p>L'Institut peut imposer des conditions techniques et opérationnelles pour les produits visés à l'alinéa 4. Si ces conditions ne sont pas respectées, le produit est directement mis hors service, sauf si la mise hors service entraîne un risque encore plus élevé pour la sécurisation des vies humaines.</p>	<p>Het Instituut mag technische en operationele voorwaarden aan de in het vierde lid bedoelde producten opleggen. Indien die voorwaarden niet worden nageleefd, wordt het product onmiddellijk buiten dienst gesteld behalve wanneer de buitendienststelling een groter risico voor de beveiliging van mensenlevens inhoudt.</p>

<p>Les interdictions ou restrictions imposées au produit visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, ne peuvent en aucun cas mettre en péril la mise en condition des forces armées à l'étranger ou la mise en condition et l'engagement opérationnel armé des forces armées à l'intérieur du pays.</p>	<p>De aan het in het eerste lid, 4<sup>o</sup>, bedoelde product opgelegde verbodsbepalingen of beperkingen mogen in geen geval de paraatstelling van de krijgsmacht in het buitenland of de paraatstelling en gewapende operationele inzet van de krijgsmacht in het binnenland in gevaar brengen.</p>
<p>L'utilisation du produit pour des démonstrations, tests et formations au profit des membres du personnel des organisations qui sont susceptibles d'utiliser le produit conformément au présent paragraphe, peut être autorisée par l'Institut conformément à l'article 39, § 2.</p>	<p>Het gebruik van het product voor demonstraties, tests en opleidingen ten voordele van de personeelsleden van organisaties die het product conform deze paragraaf kunnen gebruiken, kan door het Instituut conform artikel 39, § 2, vergund worden.</p>
<p>§ 4. Les dispositions de l'article 15, alinéa 1<sup>er</sup>, ne s'appliquent pas lorsqu'il s'agit d'un brouillage préjudiciable causé par un produit utilisé conformément au présent paragraphe sous le contrôle des services de police au sens de l'article 2, 2<sup>o</sup> de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, dans le but de neutraliser des véhicules, des navires, d'aéronefs, ou tout autre moyen de transport, sans équipage à bord, dans le cadre de l'exercice de leurs missions de police administrative et judiciaire.</p>	<p>§ 4. De bepalingen van artikel 15, eerste lid, zijn niet van toepassing wanneer het gaat om een schadelijke storing veroorzaakt door een product gebruikt overeenkomstig deze paragraaf onder de controle van de politiediensten in de zin van artikel 2, 2<sup>o</sup>, van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, met het oog op het neutraliseren van onbemande voertuigen, vaartuigen, luchtvaartuigen of elk ander vervoermiddel in het kader van de uitoefening van hun opdrachten van bestuurlijke en gerechtelijke politie.</p>
<p>L'utilisation du produit a lieu conformément aux directives et sous la responsabilité d'un officier de police administrative. L'utilisation du produit doit être raisonnable et proportionnée à l'objectif poursuivi. Avant chaque utilisation du produit, l'officier de police administrative évalue les risques de brouillages préjudiciables. Le produit est uniquement utilisé si le bénéfice de son utilisation est supérieur aux conséquences dommageables pour les tiers résultant des brouillages.</p>	<p>Het gebruik van het product vindt plaats conform de richtlijnen en onder de verantwoordelijkheid van een officier van bestuurlijke politie. Het gebruik van het product moet redelijk zijn en in verhouding met het nagestreefde doel. Vóór elk gebruik van het product moet de officier van bestuurlijke politie de risico's van schadelijke storingen evalueren. Het product wordt enkel gebruikt op voorwaarde dat de baten van het gebruik ervan groter zijn dan de nadelige gevolgen die voor derden voortvloeien uit de storingen.</p>

<p>Toute utilisation du produit est notifiée par l'utilisateur à l'Institut, dans les 24 heures après l'utilisation du produit. La notification précise si des dommages collatéraux ont été observés. L'Institut fixe les modalités de cette notification ainsi que les informations à transmettre.</p>	<p>Elk gebruik van het product wordt binnen 24 uur na gebruik van het product door de gebruiker aan het Instituut gemeld. De kennisgeving preciseert of er bijkomende schade is vastgesteld. Het Instituut stelt de modaliteiten van die kennisgeving vast, alsook de te verstrekken inlichtingen.</p>
<p>§ 5. Les dispositions de l'article 15, alinéa 1<sup>er</sup>, ne s'appliquent pas lorsqu'il s'agit d'un brouillage préjudiciable causé par un produit utilisé conformément au présent paragraphe, dans le but de neutraliser des véhicules, des navires, d'aéronefs, ou tout autre moyen de transport, sans équipage à bord, par :</p>	<p>§ 5. De bepalingen van artikel 15, eerste lid, zijn niet van toepassing wanneer het gaat om een schadelijke storing veroorzaakt door een product gebruikt overeenkomstig deze paragraaf met het oog op het neutraliseren van onbemande voertuigen, vaartuigen, luchtvaartuigen of elk ander vervoermiddel door:</p>
<p>1° un exploitant d'une infrastructure critique visée à la loi du 1er juillet 2011 relative à la sécurité et la protection des infrastructures critiques, afin de protéger cette infrastructure ; ou</p>	<p>1° een exploitant van een kritieke infrastructuur bedoeld in de wet van 1 juli 2011 betreffende de beveiliging en de bescherming van de kritieke infrastructuren om die infrastructuur te beschermen; of</p>
<p>2° un exploitant d'une installation nucléaire visée à la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire, afin de protéger cette installation ; ou</p>	<p>2° een exploitant van een nucleaire installatie bedoeld in de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle om die installatie te beschermen; of</p>
<p>3° les forces armées, afin de protéger une infrastructure militaire dont l'interruption du fonctionnement ou la destruction aurait une incidence significative sur les intérêts militaires ; ou</p>	<p>3° de krijgsmacht om een militaire infrastructuur te beschermen waarvan de onderbreking van de werking of de vernietiging een aanzienlijke weerslag op de militaire belangen zou hebben; of</p>
<p>4° l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, afin de protéger une infrastructure dont l'interruption du fonctionnement ou la destruction aurait une incidence significative sur les intérêts de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.</p>	<p>4° de Noord-Atlantische Verdragsorganisatie om een infrastructuur te beschermen waarvan de onderbreking van de werking of de vernietiging een aanzienlijke weerslag op de belangen van de Noord-Atlantische Verdragsorganisatie zou hebben.</p>
<p>Le produit est autorisé par l'Institut conformément à l'article 39, § 2, et la date de mise en service du produit est notifiée au préalable à l'Institut.</p>	<p>Het door het Instituut conform artikel 39, § 2, vergunde product en de datum van indienststelling ervan wordt voorafgaandelijk aan het Instituut gemeld.</p>

<p>Avant chaque utilisation du produit, les utilisateurs évaluent les risques de brouillages préjudiciables. Le produit est uniquement utilisé si le bénéfice de son utilisation est supérieur aux conséquences dommageables pour les tiers résultant des brouillages.</p>	<p>Vóór elk gebruik van het product evalueren de gebruikers de risico's van schadelijke storingen. Het product wordt enkel gebruikt op voorwaarde dat de baten van het gebruik ervan groter zijn dan de nadelige gevolgen die voor derden voortvloeien uit de storingen.</p>
<p>Toute utilisation du produit est notifiée par l'utilisateur à l'Institut, dans les 24 heures après l'utilisation du produit. La notification précise si des dommages collatéraux ont été observés. L'Institut fixe les modalités de cette notification ainsi que les informations à transmettre.</p>	<p>Elk gebruik van het product wordt binnen 24 uur na gebruik van het product door de gebruiker aan het Instituut gemeld. De kennisgeving preciseert of er bijkomende schade is vastgesteld. Het Instituut stelt de modaliteiten van die kennisgeving vast, alsook de te verstrekken inlichtingen.</p>
<p>L'Institut peut examiner, à tout moment le respect des dispositions du présent paragraphe. Pour ce faire, le titulaire de l'autorisation lui fournit l'accès à ses infrastructures et facilite sa tâche grâce à tous les moyens disponibles tout en garantissant sa sécurité. En cas de non-respect des dispositions du présent paragraphe, le produit est directement mis hors service.</p>	<p>Het Instituut mag op elk moment de naleving van de bepalingen van deze paragraaf onderzoeken. Hiervoor verstrekt de houder van de vergunning het toegang tot zijn infrastructuur en vergemakkelijkt zijn taak met behulp van alle beschikbare middelen, waarbij zijn veiligheid gewaarborgd wordt. Bij niet-naleving van de bepalingen van deze paragraaf wordt het product onmiddellijk buiten dienst gesteld.</p>
<p>§ 6. Les dispositions de l'article 15, alinéa 1<sup>er</sup>, ne s'appliquent pas lorsqu'il s'agit d'un brouillage préjudiciable causé par un produit utilisé conformément au présent paragraphe par :</p>	<p>§ 6. De bepalingen van artikel 15, eerste lid, zijn niet van toepassing wanneer het gaat om een schadelijke storing veroorzaakt door een product gebruikt overeenkomstig deze paragraaf door:</p>
<p>1° un fabricant, un importateur ou un distributeur qui désire effectuer des tests en Belgique durant la phase de développement du produit ou qui désire effectuer une démonstration en Belgique pour :</p>	<p>1° een fabrikant, een invoerder of een distributeur die tijdens de ontwikkelingsfase van het product tests in België wenst uit te voeren of die in België een demonstratie wenst uit te voeren voor:</p>
<p>a) un client qui a le droit d'utiliser ce produit en Belgique en vertu du présent article ; ou</p>	<p>a) een klant die het recht heeft dit product in België krachtens dit artikel te gebruiken; of</p>
<p>b) un client qui a le droit d'utiliser ce produit dans un pays de l'Union européenne en vertu de la législation de ce pays ;</p>	<p>b) een klant die het recht heeft dit product in een land van de Europese Unie krachtens de wetgeving van dat land te gebruiken;</p>
<p>2° l'Ecole royale militaire, afin d'effectuer des tests durant la phase de développement du produit ou effectuer une démonstration.</p>	<p>2° de Koninklijke Militaire School om tijdens de ontwikkelingsfase van het product tests uit te voeren of een demonstratie uit te voeren.</p>

Le produit est autorisé par l'Institut conformément à l'article 39, § 2, et la date de mise en service du produit est notifiée au préalable à l'Institut.	Het door het Instituut conform artikel 39, § 2, vergunde product en de datum van indienstelling ervan wordt voorafgaandelijk aan het Instituut gemeld.
L'Institut peut examiner, à tout moment le respect des dispositions du présent paragraphe. Pour ce faire, le titulaire de l'autorisation lui fournit l'accès à ses infrastructures et facilite sa tâche grâce à tous les moyens disponibles tout en garantissant sa sécurité. En cas de non-respect des dispositions du présent paragraphe, le produit est directement mis hors service.	Het Instituut mag op elk moment de naleving van de bepalingen van deze paragraaf onderzoeken. Hiervoor verstrekt de houder van de vergunning het toegang tot zijn infrastructures en vergemakkelijkt zijn taak met behulp van alle beschikbare middelen, waarbij zijn veiligheid gewaarborgd wordt. Bij niet-naleving van de bepalingen van deze paragraaf wordt het product onmiddellijk buiten dienst gesteld.
§ 7. La durée d'utilisation du produit conformément au présent article, la partie du spectre radioélectrique qui est brouillée et la portée des brouillages, sont limitées à ce qui est strictement nécessaire.	§ 7. De duur van gebruik van het product conform dit artikel, het deel van het radiospectrum dat gestoord wordt en het bereik van de storingen worden beperkt tot het strikt noodzakelijke.
§ 8. Les détenteurs d'autorisations de radiocommunications privées ou de droits d'utilisation du spectre radioélectrique n'ont droit à aucun dédommagement pour les brouillages potentiels subis en raison de l'utilisation du produit conformément au présent article. »	§ 8. De houders van vergunningen voor private radiocommunicatie of van gebruiksrechten voor radiospectrum hebben geen recht op vergoeding voor de potentiële storingen ondervonden door het gebruik van het product conform dit artikel.”
<b>Art. 3.</b> A l'article 33 de la même loi, modifié par la loi du 25 avril 2007, la loi du 18 mai 2009, la loi du 30 décembre 2009, la loi du 31 mai 2011, la loi du 18 décembre 2015, la loi du 31 juillet 2017 et par la loi du 21 décembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :	<b>Art. 3.</b> In artikel 33 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 25 april 2007, de wet van 18 mei 2009, de wet van 30 december 2009, de wet van 31 mei 2011, de wet van 18 december 2015, de wet van 31 juli 2017 en bij de wet van 21 december 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht:
1° dans le paragraphe 1 <sup>er</sup> , 2°, les mots « l'article 15, alinéa 1 <sup>er</sup> » sont remplacés par les mots « les articles 15, alinéa 1 <sup>er</sup> et 15/1 » ;	1° in paragraaf 1, 2°, worden de woorden “artikel 15, eerste lid” vervangen door de woorden “artikelen 15, eerste lid en 15/1”;
2° les paragraphes 2 à 5 sont abrogés ;	2° de paragrafen 2 tot 5 worden opgeheven;
<b>Art. 4.</b> Dans l'article 39, § 2, de la même loi, modifié par la loi du 31 juillet 2017 et par la loi du 21 décembre 2021, les mots « article 33, § 2 » sont remplacés par les mots « article 15/1, §§ 2, 5 et 6 ».	<b>Art. 4.</b> In artikel 39, § 2, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 31 juli 2017 en bij de wet van 21 december 2021, worden de woorden “artikel 33, § 2” vervangen door de woorden “artikel 15/1, §§ 2, 5 en 6”.

**Annexe 2 - Version consolidée des articles pertinents de la LCE**

...	...
<b>Art. 15.</b> Il est interdit de causer du brouillage préjudiciable.	<b>Art. 15.</b> Het is verboden schadelijke storing te veroorzaken.
L'Institut examine des brouillages préjudiciables de sa propre initiative ou suite à une plainte et impose les mesures appropriées afin de les faire cesser. Lorsque des équipements ou des installations sont à l'origine de brouillages préjudiciables, les coûts pour supprimer et empêcher ceux-ci sont mis à la charge de l'utilisateur responsable des équipements ou installations en question.	Het Instituut onderzoekt schadelijke storingen op eigen initiatief of na een klacht en legt de passende maatregelen op teneinde deze schadelijke storingen te doen ophouden. Wanneer de schadelijke storingen veroorzaakt worden door apparatuur of installaties, worden de kosten om de schadelijke storingen op te heffen en te voorkomen ten laste gelegd van de verantwoordelijke gebruiker van de betreffende apparatuur of installaties.
<u>Art. 15/1. § 1<sup>er</sup>. Les dispositions de l'article 15, alinéa 1<sup>er</sup>, ne s'appliquent pas lorsqu'il s'agit d'un brouillage préjudiciable causé par un produit utilisé par les services de l'Institut dans le but d'expertise et d'analyse de celui-ci. L'Institut prend toutes les mesures utiles pour minimiser le risque de brouillage préjudiciable durant l'utilisation de ce produit.</u>	<u>Art. 15/1. § 1. De bepalingen van artikel 15, eerste lid, zijn niet van toepassing wanneer het gaat om een schadelijke storing veroorzaakt door een product gebruikt door de diensten van het Instituut met het oog op deskundig onderzoek en analyse ervan. Het Instituut neemt alle noodzakelijke maatregelen om het risico op schadelijke storing tijdens het gebruik van dat product tot een minimum te beperken.</u>
<u>§ 2. Les dispositions de l'article 15, alinéa 1<sup>er</sup>, ne s'appliquent pas lorsqu'il s'agit d'un brouillage préjudiciable causé par un produit utilisé conformément au présent paragraphe, par :</u>	<u>§ 2. De bepalingen van artikel 15, eerste lid, zijn niet van toepassing wanneer het gaat om een schadelijke storing veroorzaakt door een product gebruikt overeenkomstig deze paragraaf door:</u>
<u>1° les forces armées sur ses terrains militaires ;</u>	<u>1° de krijgsmacht op haar oefendomeinen;</u>
<u>2° les services publics fédéraux compétents en matière d'affaires étrangères, en matière d'intérieur ou en matière de défense, dans des lieux choisis par eux, dans le but de protéger la confidentialité des échanges pour autant qu'ils portent sur la sécurité de la population ;</u>	<u>2° de federale overheidsdiensten bevoegd inzake buitenlandse zaken, inzake binnenlandse zaken of inzake defensie, in de door hun gekozen plaatsen, met het oog op het beschermen van de vertrouwelijkheid van uitwisselingen voor zover die betrekking hebben op de veiligheid van de bevolking;</u>
<u>3° la direction générale des établissements pénitentiaires pour empêcher les radiocommunications dans les établissements pénitentiaires.</u>	<u>3° het directoraat-generaal Penitentiaire Inrichtingen om te verhinderen dat op het domein van penitentiaire inrichtingen radiocommunicatie mogelijk is.</u>

<u>Le produit est autorisé par l'Institut conformément à l'article 39, § 2, et la date de mise en service du produit est notifiée au préalable à l'Institut.</u>	<u>Het product wordt door het Instituut conform artikel 39, § 2, vergund en de datum van indienstelling ervan wordt voorafgaandelijk aan het Instituut gemeld.</u>
<u>Le produit ne cause pas de brouillage préjudiciable en dehors :</u>	<u>Het product veroorzaakt geen schadelijke storing behalve:</u>
<u>1° des terrains militaires, pour le produit visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° ;</u>	<u>1° op militaire terreinen voor het in het eerste lid, 1°, bedoelde product;</u>
<u>2° des lieux choisis par le service concerné et figurant dans l'autorisation de l'Institut, pour le produit visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2° ;</u>	<u>2° op plaatsen gekozen door de betrokken dienst en die vermeld worden in de vergunning van het Instituut voor het in het eerste lid, 2°, bedoelde product;</u>
<u>3° des établissements pénitentiaires, pour le produit visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°.</u>	<u>3° in penitentiaire inrichtingen voor het in het eerste lid, 3°, bedoelde product;</u>
<u>Le produit visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2° et produit visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3° sont installés de manière fixe.</u>	<u>Het in het eerste lid, 2°, bedoelde product en het in het eerste lid, 3°, bedoelde product worden vast geïnstalleerd.</u>
<u>Lors de la mise en service du produit, l'Institut examine le respect des dispositions du présent paragraphe. Pour ce faire, le titulaire de l'autorisation lui fournit l'accès à ses infrastructures et facilite sa tâche grâce à tous les moyens disponibles tout en garantissant sa sécurité. En cas de non-respect des dispositions du présent paragraphe, la mise en service est immédiatement arrêtée.</u>	<u>Tijdens de indienstelling van het product onderzoekt het Instituut de naleving van de bepalingen van deze paragraaf. Hiervoor verstrekt de houder van de vergunning het toegang tot zijn infrastructuur en vergemakkelijkt zijn taak met behulp van alle beschikbare middelen, waarbij zijn veiligheid gewaarborgd wordt. Bij niet-naleving van de bepalingen van deze paragraaf wordt de indienstelling onmiddellijk stopgezet.</u>
<u>Après la mise en service, l'Institut peut examiner, à tout moment le respect des dispositions du présent paragraphe. Pour ce faire, le titulaire de l'autorisation lui fournit l'accès à ses infrastructures et facilite sa tâche grâce à tous les moyens disponibles tout en garantissant sa sécurité. En cas de non-respect des dispositions du présent paragraphe, le produit est directement mis hors service et la remise en service se fait conformément à l'alinéa 4.</u>	<u>Na de indienstelling mag het Instituut op elk moment de naleving van de bepalingen van deze paragraaf onderzoeken. Hiervoor verstrekt de houder van de vergunning het toegang tot zijn infrastructuur en vergemakkelijkt zijn taak met behulp van alle beschikbare middelen, waarbij zijn veiligheid gewaarborgd wordt. Bij niet-naleving van de bepalingen van deze paragraaf wordt het product onmiddellijk buiten dienst gesteld en het opnieuw indienststellen gebeurt conform het vierde lid.</u>

<u>L'utilisation du produit, visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, est notifiée à l'Institut, par le service public fédéral concerné, au plus tard 24 heures après la demande de l'Institut. L'Institut fixe les modalités de cette notification ainsi que les informations à transmettre.</u>	<u>Het gebruik van het in het eerste lid, 2<sup>o</sup>, bedoelde product wordt aan het Instituut gemeld door de betrokken federale overheidsdienst uiterlijk 24 uur na het verzoek van het Instituut. Het Instituut stelt de modaliteiten van die kennisgeving vast, alsook de te verstrekken inlichtingen.</u>
<u>La mise en service du produit visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, est notifiée par l'Institut aux utilisateurs susceptibles de subir des brouillages préjudiciables, au plus tard 5 jours avant la mise en service.</u>	<u>De indienststelling van het in het eerste lid, 3<sup>o</sup>, bedoelde product wordt door het Instituut uiterlijk 5 dagen voor de indienststelling gemeld aan de gebruikers die schadelijke storingen kunnen ondervinden.</u>
<u>§ 3. Les dispositions de l'article 15, alinéa 1<sup>er</sup>, ne s'appliquent pas lorsqu'il s'agit d'un brouillage préjudiciable causé par un produit utilisé conformément au présent paragraphe par :</u>	<u>§ 3. De bepalingen van artikel 15, eerste lid, zijn niet van toepassing wanneer het gaat om een schadelijke storing veroorzaakt door een product gebruikt overeenkomstig deze paragraaf door:</u>
<u>1° le Service d'Enlèvement et de Destruction d'Engins Explosifs des forces armées ;</u>	<u>1° de Dienst voor Opruiming en Vernietiging van Ontploffingstuigen van de krijgsmacht;</u>
<u>2° la Direction Appui canin de la police fédérale ;</u>	<u>2° de Directie Hondensteun van de federale politie;</u>
<u>3° la Direction des unités spéciales de la police fédérale, dans le cadre de l'exécution de la loi du 6 janvier 2003 concernant les méthodes particulières de recherche et quelques autres méthodes d'enquête et dans le cadre de ses missions spécifiques ;</u>	<u>3° de Directie van de speciale eenheden van de federale politie in het kader van de uitvoering van de wet van 6 januari 2003 betreffende de bijzondere opsporingsmethoden en enige andere onderzoeksmethoden en in het kader van haar specifieke opdrachten;</u>
<u>4° les forces armées dans le cadre de la mise en condition des forces armées à l'étranger ou la mise en condition et l'engagement opérationnel armé des forces armées à l'intérieur du pays, lorsque la protection de l'intégrité physique des personnes le requiert ;</u>	<u>4° de krijgsmacht in het kader van de paraatstelling van de krijgsmacht in het buitenland of de paraatstelling en gewapende operationele inzet van de krijgsmacht in het binnenland, wanneer de bescherming van de fysieke integriteit van personen dat vereist;</u>
<u>5° les services de renseignement et de la sécurité visés à la loi organique du 30 novembre 1998 des services de renseignement et de sécurité ;</u>	<u>5° de inlichtingen- en veiligheidsdiensten bedoeld in de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten;</u>
<u>Avant chaque utilisation du produit, les utilisateurs évaluent les risques de brouillages préjudiciables. Le produit est uniquement utilisé si le bénéfice de son utilisation est supérieur aux conséquences dommageables pour les tiers résultant des brouillages.</u>	<u>Vóór elk gebruik van het product evalueren de gebruikers de risico's van schadelijke storingen. Het product wordt enkel gebruikt op voorwaarde dat de baten van het gebruik ervan groter zijn dan de nadelige gevolgen die voor derden voortvloeien uit de storingen.</u>

<p><u>L'utilisation du produit est notifiée à l'Institut, au plus tard 24 heures après la demande de l'Institut. L'Institut fixe les modalités de cette notification ainsi que les informations à transmettre.</u></p>	<p><u>Het gebruik van het product wordt uiterlijk 24 uur na het verzoek van het Instituut aan het Instituut gemeld. Het Instituut stelt de modaliteiten van die kennisgeving vast, alsook de te verstrekken inlichtingen.</u></p>
<p><u>Les caractéristiques techniques des produits émettant dans les bandes de fréquences utilisées pour des services de radiocommunications ferroviaires ou aéronautiques, et dont la perturbation peut avoir des conséquences sur la protection des vies humaines, sont notifiées à l'Institut trois mois avant la première mise en service. L'Institut détermine quelles bandes de fréquences sont concernées par ces notifications.</u></p>	<p><u>De technische karakteristieken van de producten die uitzenden in de frequentiebanden die gebruikt worden voor spoor- en luchtvaartradiocommunicatiediensten waarvan de storing gevolgen kan hebben voor de bescherming van mensenlevens, worden drie maanden vóór de eerste indienststelling aan het Instituut gemeld. Het Instituut bepaalt welke frequentiebanden betrokken zijn bij die kennisgevingen.</u></p>
<p><u>L'Institut peut imposer des conditions techniques et opérationnelles pour les produits visés à l'alinéa 4. Si ces conditions ne sont pas respectées, le produit est directement mis hors service, sauf si la mise hors service entraîne un risque encore plus élevé pour la sécurisation des vies humaines.</u></p>	<p><u>Het Instituut mag technische en operationele voorwaarden aan de in het vierde lid bedoelde producten opleggen. Indien die voorwaarden niet worden nageleefd, wordt het product onmiddellijk buiten dienst gesteld behalve wanneer de buitendienststelling een groter risico voor de beveiliging van mensenlevens inhoudt.</u></p>
<p><u>Les interdictions ou restrictions imposées au produit visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, ne peuvent en aucun cas mettre en péril la mise en condition des forces armées à l'étranger ou la mise en condition et l'engagement opérationnel armé des forces armées à l'intérieur du pays.</u></p>	<p><u>De aan het in het eerste lid, 4<sup>o</sup>, bedoelde product opgelegde verbodsbepalingen of beperkingen mogen in geen geval de paraatstelling van de krijgsmacht in het buitenland of de paraatstelling en gewapende operationele inzet van de krijgsmacht in het binnenland in gevaar brengen.</u></p>
<p><u>L'utilisation du produit pour des démonstrations, tests et formations au profit des membres du personnel des organisations qui sont susceptibles d'utiliser le produit conformément au présent paragraphe, peut être autorisée par l'Institut conformément à l'article 39, § 2.</u></p>	<p><u>Het gebruik van het product voor demonstraties, tests en opleidingen ten voordele van de personeelsleden van organisaties die het product conform deze paragraaf kunnen gebruiken, kan door het Instituut conform artikel 39, § 2, vergund worden.</u></p>

<p><u>§ 4. Les dispositions de l'article 15, alinéa 1<sup>er</sup>, ne s'appliquent pas lorsqu'il s'agit d'un brouillage préjudiciable causé par un produit utilisé conformément au présent paragraphe sous le contrôle des services de police au sens de l'article 2, 2° de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, dans le but de neutraliser des véhicules, des navires, d'aéronefs, ou tout autre moyen de transport, sans équipage à bord, dans le cadre de l'exercice de leurs missions de police administrative et judiciaire.</u></p>	<p><u>§ 4. De bepalingen van artikel 15, eerste lid, zijn niet van toepassing wanneer het gaat om een schadelijke storing veroorzaakt door een product gebruikt overeenkomstig deze paragraaf onder de controle van de politiediensten in de zin van artikel 2, 2°, van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, met het oog op het neutraliseren van onbemande voertuigen, vaartuigen, luchtvaartuigen of elk ander vervoermiddel in het kader van de uitoefening van hun opdrachten van bestuurlijke en gerechtelijke politie.</u></p>
<p><u>L'utilisation du produit a lieu conformément aux directives et sous la responsabilité d'un officier de police administrative. L'utilisation du produit doit être raisonnable et proportionnée à l'objectif poursuivi. Avant chaque utilisation du produit, l'officier de police administrative évalue les risques de brouillages préjudiciables. Le produit est uniquement utilisé si le bénéfice de son utilisation est supérieur aux conséquences dommageables pour les tiers résultant des brouillages.</u></p>	<p><u>Het gebruik van het product vindt plaats conform de richtlijnen en onder de verantwoordelijkheid van een officier van bestuurlijke politie. Het gebruik van het product moet redelijk zijn en in verhouding met het nagestreefde doel. Vóór elk gebruik van het product moet de officier van bestuurlijke politie de risico's van schadelijke storingen evalueren. Het product wordt enkel gebruikt op voorwaarde dat de baten van het gebruik ervan groter zijn dan de nadelige gevolgen die voor derden voortvloeien uit de storingen.</u></p>
<p><u>Toute utilisation du produit est notifiée par l'utilisateur à l'Institut, dans les 24 heures après l'utilisation du produit. La notification précise si des dommages collatéraux ont été observés. L'Institut fixe les modalités de cette notification ainsi que les informations à transmettre.</u></p>	<p><u>Elk gebruik van het product wordt binnen 24 uur na gebruik van het product door de gebruiker aan het Instituut gemeld. De kennisgeving preciseert of er bijkomende schade is vastgesteld. Het Instituut stelt de modaliteiten van die kennisgeving vast, alsook de te verstrekken inlichtingen.</u></p>
<p><u>§ 5. Les dispositions de l'article 15, alinéa 1<sup>er</sup>, ne s'appliquent pas lorsqu'il s'agit d'un brouillage préjudiciable causé par un produit utilisé conformément au présent paragraphe, dans le but de neutraliser des véhicules, des navires, d'aéronefs, ou tout autre moyen de transport, sans équipage à bord, par :</u></p>	<p><u>§ 5. De bepalingen van artikel 15, eerste lid, zijn niet van toepassing wanneer het gaat om een schadelijke storing veroorzaakt door een product gebruikt overeenkomstig deze paragraaf met het oog op het neutraliseren van onbemande voertuigen, vaartuigen, luchtvaartuigen of elk ander vervoermiddel door:</u></p>
<p><u>1° un exploitant d'une infrastructure critique visée à la loi du 1er juillet 2011 relative à la sécurité et la protection des infrastructures critiques, afin de protéger cette infrastructure ; ou</u></p>	<p><u>1° een exploitant van een kritieke infrastructuur bedoeld in de wet van 1 juli 2011 betreffende de beveiliging en de bescherming van de kritieke infrastructuren om die infrastructuur te beschermen; of</u></p>

<p><u>2° un exploitant d'une installation nucléaire visée à la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire, afin de protéger cette installation ; ou</u></p>	<p><u>2° een exploitant van een nucleaire installatie bedoeld in de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle om die installatie te beschermen; of</u></p>
<p><u>3° les forces armées, afin de protéger une infrastructure militaire dont l'interruption du fonctionnement ou la destruction aurait une incidence significative sur les intérêts militaires ; ou</u></p>	<p><u>3° de krijgsmacht om een militaire infrastructuur te beschermen waarvan de onderbreking van de werking of de vernietiging een aanzienlijke weerslag op de militaire belangen zou hebben; of</u></p>
<p><u>4° l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, afin de protéger une infrastructure dont l'interruption du fonctionnement ou la destruction aurait une incidence significative sur les intérêts de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.</u></p>	<p><u>4° de Noord-Atlantische Verdragsorganisatie om een infrastructuur te beschermen waarvan de onderbreking van de werking of de vernietiging een aanzienlijke weerslag op de belangen van de Noord-Atlantische Verdragsorganisatie zou hebben.</u></p>
<p><u>Le produit est autorisé par l'Institut conformément à l'article 39, § 2, et la date de mise en service du produit est notifiée au préalable à l'Institut.</u></p>	<p><u>Het door het Instituut conform artikel 39, § 2, vergunde product en de datum van indienststelling ervan wordt voorafgaandelijk aan het Instituut gemeld.</u></p>
<p><u>Avant chaque utilisation du produit, les utilisateurs évaluent les risques de brouillages préjudiciables. Le produit est uniquement utilisé si le bénéfice de son utilisation est supérieur aux conséquences dommageables pour les tiers résultant des brouillages.</u></p>	<p><u>Vóór elk gebruik van het product evalueren de gebruikers de risico's van schadelijke storingen. Het product wordt enkel gebruikt op voorwaarde dat de baten van het gebruik ervan groter zijn dan de nadelige gevolgen die voor derden voortvloeien uit de storingen.</u></p>
<p><u>Toute utilisation du produit est notifiée par l'utilisateur à l'Institut, dans les 24 heures après l'utilisation du produit. La notification précise si des dommages collatéraux ont été observés. L'Institut fixe les modalités de cette notification ainsi que les informations à transmettre.</u></p>	<p><u>Elk gebruik van het product wordt binnen 24 uur na gebruik van het product door de gebruiker aan het Instituut gemeld. De kennisgeving preciseert of er bijkomende schade is vastgesteld. Het Instituut stelt de modaliteiten van die kennisgeving vast, alsook de te verstrekken inlichtingen.</u></p>
<p><u>L'Institut peut examiner, à tout moment le respect des dispositions du présent paragraphe. Pour ce faire, le titulaire de l'autorisation lui fournit l'accès à ses infrastructures et facilite sa tâche grâce à tous les moyens disponibles tout en garantissant sa sécurité. En cas de non-respect des dispositions du présent paragraphe, le produit est directement mis hors service.</u></p>	<p><u>Het Instituut mag op elk moment de naleving van de bepalingen van deze paragraaf onderzoeken. Hiervoor verstrekt de houder van de vergunning het toegang tot zijn infrastructuren en vergemakkelijkt zijn taak met behulp van alle beschikbare middelen, waarbij zijn veiligheid gewaarborgd wordt. Bij niet-naleving van de bepalingen van deze paragraaf wordt het product onmiddellijk buiten dienst gesteld.</u></p>

<u>§ 6. Les dispositions de l'article 15, alinéa 1<sup>er</sup>, ne s'appliquent pas lorsqu'il s'agit d'un brouillage préjudiciable causé par un produit utilisé conformément au présent paragraphe par :</u>	<u>§ 6. De bepalingen van artikel 15, eerste lid, zijn niet van toepassing wanneer het gaat om een schadelijke storing veroorzaakt door een product gebruikt overeenkomstig deze paragraaf door:</u>
<u>1° un fabricant, un importateur ou un distributeur qui désire effectuer des tests en Belgique durant la phase de développement du produit ou qui désire effectuer une démonstration en Belgique pour :</u>	<u>1° een fabrikant, een invoerder of een distributeur die tijdens de ontwikkelingsfase van het product tests in België wenst uit te voeren of die in België een demonstratie wenst uit te voeren voor:</u>
<u>a) un client qui a le droit d'utiliser ce produit en Belgique en vertu du présent article ; ou</u>	<u>a) een klant die het recht heeft dit product in België krachtens dit artikel te gebruiken; of</u>
<u>b) un client qui a le droit d'utiliser ce produit dans un pays de l'Union européenne en vertu de la législation de ce pays ;</u>	<u>b) een klant die het recht heeft dit product in een land van de Europese Unie krachtens de wetgeving van dat land te gebruiken;</u>
<u>2° l'Ecole royale militaire, afin d'effectuer des tests durant la phase de développement du produit ou effectuer une démonstration.</u>	<u>2° de Koninklijke Militaire School om tijdens de ontwikkelingsfase van het product tests uit te voeren of een demonstratie uit te voeren.</u>
<u>Le produit est autorisé par l'Institut conformément à l'article 39, § 2, et la date de mise en service du produit est notifiée au préalable à l'Institut.</u>	<u>Het door het Instituut conform artikel 39, § 2, vergunde product en de datum van indienststelling ervan wordt voorafgaandelijk aan het Instituut gemeld.</u>
<u>L'Institut peut examiner, à tout moment le respect des dispositions du présent paragraphe. Pour ce faire, le titulaire de l'autorisation lui fournit l'accès à ses infrastructures et facilite sa tâche grâce à tous les moyens disponibles tout en garantissant sa sécurité. En cas de non-respect des dispositions du présent paragraphe, le produit est directement mis hors service.</u>	<u>Het Instituut mag op elk moment de naleving van de bepalingen van deze paragraaf onderzoeken. Hiervoor verstrekt de houder van de vergunning het toegang tot zijn infrastructuur en vergemakkelijkt zijn taak met behulp van alle beschikbare middelen, waarbij zijn veiligheid gewaarborgd wordt. Bij niet-naleving van de bepalingen van deze paragraaf wordt het product onmiddellijk buiten dienst gesteld.</u>
<u>§ 7. La durée d'utilisation du produit conformément au présent article, la partie du spectre radioélectrique qui est brouillée et la portée des brouillages, sont limitées à ce qui est strictement nécessaire.</u>	<u>§ 7. De duur van gebruik van het product conform dit artikel, het deel van het radiospectrum dat gestoord wordt en het bereik van de storingen worden beperkt tot het strikt noodzakelijke.</u>
<u>§ 8. Les détenteurs d'autorisations de radiocommunications privées ou de droits d'utilisation du spectre radioélectrique n'ont droit à aucun dédommagement pour les brouillages potentiels subis en raison de l'utilisation du produit conformément au présent article.</u>	<u>§ 8. De houders van vergunningen voor private radiocommunicatie of van gebruiksrechten voor radiospectrum hebben geen recht op vergoeding voor de potentiële storingen ondervonden door het gebruik van het product conform dit artikel.</u>

...	...
<b>Art. 33.</b> § 1 <sup>er</sup> . Il est interdit de détenir, de commercialiser, d'importer, d'avoir acquis en propriété ou d'utiliser les produits électriques ou électroniques suivants :	<b>Art. 33.</b> § 1. Het is verboden de volgende elektrische of elektronische producten te houden, te commercialiseren in te voeren, in eigendom te hebben of te gebruiken :
1° des produits dont l'utilisation est inconciliable avec une ou plusieurs des dispositions suivantes :	1° producten waarvan het gebruik onverenigbaar is met één of meerdere van de volgende bepalingen :
a) les articles 41 et 124;	a) de artikel en 41 en 124;
b) les articles 259bis et 314bis du Code pénal;	b) de artikel en 259bis en 314bis van het Strafwetboek;
c) l'article 1 <sup>er</sup> , § 6, de la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité;	c) artikel 1, § 6, van de wet van 21 juni 1985 betreffende de technische eisen waaraan elk voertuig te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen
2° des produits dont l'utilisation est inconciliable avec <del>l'article</del> <u>les articles</u> 15, alinéa 1 <sup>er</sup> <u>et 15/1</u> ;	2° producten waarvan het gebruik onverenigbaar is met artikelen <u>en</u> 15, eerste lid <u>en 15/1</u> .
<del>§ 2. La disposition du § 1<sup>er</sup>, 2° ne s'applique pas lorsque :</del>	<del>§ 2. De bepaling onder § 1, 2°, is niet van toepassing wanneer :</del>
<del>1° d'une part, il s'agit d'un produit commandé, installé et utilisé par les forces armées sur ses terrains de manœuvre, ou d'autre part, il s'agit d'un produit installé de manière fixe exclusivement commandé, installé et utilisé par les services publics fédéraux compétents en matière d'affaires étrangères, en matière d'intérieur ou en matière de défense, dans des lieux choisis par eux, ou par la direction des établissements pénitentiaires pour empêcher les radiocommunications dans les établissements pénitentiaires. Lors de l'installation et de l'utilisation dans des établissements pénitentiaires, un tel produit peut uniquement être utilisé lorsque l'ordre public ou la lutte contre la criminalité le requiert, et</del>	<del>1° het enerzijds een product besteld, opgesteld en gebruikt door de krijgsmacht op haar oefendomeinen betreft, of anderzijds het een vast opgesteld product betreft dat uitsluitend besteld, opgesteld en gebruikt wordt door de federale overheidsdiensten bevoegd inzake buitenlandse zaken, inzake binnenlandse zaken of inzake defensie, in de door hun gekozen plaatsen, of door het bestuur van de penitentiaire instellingen om te verhinderen dat op het domein van penitentiaire instellingen radiocommunicatie mogelijk is. Bij opstelling en gebruik in penitentiaire instellingen mag een dergelijk product enkel gebruikt worden wanneer dit noodzakelijk is voor de openbare orde of de bestrijding van de criminaliteit, en</del>
<del>2° il s'agit d'un produit autorisé conformément à l'article 39, § 2, et;</del>	<del>2° het een product betreft dat is vergund overeenkomstig artikel 39, § 2, en;</del>

<p><del>3° la mise en service du produit visé au 1° qui est installé pour une utilisation dans des établissements pénitentiaires a été notifiée au moins 90 jours auparavant aux opérateurs dont la fourniture de service sera empêchée, et</del></p>	<p><del>3° de indienststelling van het onder 1° vermelde product dat opgesteld wordt voor gebruik in penitentiaire instellingen ten minste 90 dagen vooraf wordt gemeld aan de operatoren van wie de dienstverlening zal worden verhinderd, en</del></p>
<p><del>4° la date précise de mise en service du produit visé au 1° a été notifiée au préalable à l'Institut, et</del></p>	<p><del>4° de precieze datum van de indienststelling van het onder 1° vermelde product voorafgaandelijk aan het Instituut wordt gemeld, en</del></p>
<p><del>5° lors de la mise en service, l'Institut a examiné si le produit en question peut entraîner des brouillages préjudiciables en dehors des lieux visés au 1°. Dans ce cas, la mise en service est immédiatement arrêtée.</del></p>	<p><del>5° bij de indienststelling door het Instituut wordt onderzocht of het betreffende product buiten de plaatsen bedoeld in de bepaling onder 1° schadelijke storingen kan veroorzaken. Indien dit het geval zou zijn, wordt de indienststelling onmiddellijk stopgezet.</del></p>
<p><del>Les droits des opérateurs en matière d'usage des fréquences sont limités en cas d'usage de produits satisfaisant aux conditions comprises dans ce paragraphe.</del></p>	<p><del>De rechten van operatoren inzake het gebruik van frequenties worden beperkt ingeval van het gebruik van producten die voldoen aan de voorwaarden die in deze paragraaf vervat zijn.</del></p>
<p><del>Après la mise en service conformément au 5°, l'Institut examine régulièrement, de sa propre initiative ou non, et de façon annoncée ou non, si le produit en question entraîne des brouillages préjudiciables en dehors des lieux visés au 1°. Si c'est le cas, il a immédiatement accès à l'appareil et le produit est arrêté sous sa surveillance. La remise en service se fait conformément aux 1°, 2°, 4° et 5°.</del></p>	<p><del>Na de indienststelling overeenkomstig de bepaling onder 5°, onderzoekt het Instituut regelmatig, al dan niet op eigen initiatief en al dan niet aangekondigd, of het betreffende product buiten de plaatsen bedoeld in de bepaling onder 1° schadelijke storingen veroorzaakt. Indien dit het geval is, wordt hen onmiddellijk toegang verschaft tot het toestel en wordt het product onder hun toezicht stilgelegd. Wederindienststelling geschiedt overeenkomstig de bepalingen onder 1°, 2°, 4° en 5°.</del></p>
<p><del>Les services publics visés à l'alinéa 1er, notifient à l'Institut l'utilisation de ce produit, dans les 24 heures après la demande de l'Institut. Le Roi fixe, après l'avis de l'Institut, les modalités de cette notification ainsi que les informations transmises à l'Institut.</del></p>	<p><del>De overheidsdiensten bedoeld in het eerste lid geven aan het Instituut kennis van het gebruik van dit product binnen 24 uur na de vraag van het Instituut. De Koning bepaalt, na advies van het Instituut, de nadere regels van deze kennisgeving alsook de informatie bezorgd aan het Instituut.</del></p>
<p><del>Le produit utilisé dans le cadre de l'alinéa 1<sup>er</sup>, à l'exception des forces armées sur leurs terrains de manœuvre, ne peut être mis en service que dans le but de protéger la confidentialité des échanges pour autant qu'ils portent sur la sécurité de la population. A cette fin, la durée d'utilisation du produit est limitée au temps strictement nécessaire.</del></p>	<p><del>Het product gebruikt in het kader van het eerste lid met uitzondering van de Krijgsmacht op haar oefenterreinen, mag slechts in dienst worden gesteld om de vertrouwelijkheid van de gesprekken te beschermen voor zover zij betrekking hebben op de veiligheid van de bevolking. Daartoe wordt de gebruiksduur van het product beperkt tot de strikt noodzakelijke tijd.</del></p>

<del>§ 3. Le paragraphe 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, ne s'applique pas pour l'obtention, l'installation et l'utilisation d'un produit qui provoque des brouillages préjudiciables, par :</del>	<del>§ 3. Paragraaf 1, 2<sup>o</sup>, is niet van toepassing op het verkrijgen, de installatie en het gebruik van een product dat schadelijke storingen veroorzaakt, door :</del>
<del>1<sup>o</sup> le Service d'Enlèvement et de Destruction d'Engins Explosifs des forces armées;</del>	<del>1<sup>o</sup> de Dienst voor Opruiming en Vernietiging van Ontploffingstuigen van de krijgsmacht;</del>
<del>2<sup>o</sup> la Direction Appui canin de la police fédérale;</del>	<del>2<sup>o</sup> de Directie Hondensteun van de federale politie;</del>
<del>3<sup>o</sup> les unités spéciales de la police fédérale, dans le cadre de l'exécution de la loi du 6 janvier 2003 concernant les méthodes particulières de recherche et quelques autres méthodes d'enquête et dans le cadre de ses missions spécifiques, ainsi que les forces armées dans le cadre d'actions militaires, lorsque la protection de l'intégrité physique des personnes le requiert.</del>	<del>3<sup>o</sup> de speciale eenheden van de federale politie in het kader van de uitvoering van de wet van 6 januari 2003 betreffende de bijzondere opsporingsmethoden en enige andere onderzoeksmethoden en in het kader van haar specifieke opdrachten alsook de krijgsmacht in het kader van militaire acties, wanneer de bescherming van de fysieke integriteit van personen dat vereist.</del>
<del>En aucun cas, la possession, la détention, l'utilisation par la Défense ou la commercialisation au profit de la Défense desdits produits ne peut être interdite ou restreinte par une quelconque mesure si cela a ou peut avoir une influence sur la mise en œuvre et la mise en condition des forces armées à l'étranger ou sur la mise en condition et l'engagement opérationnel armé des forces armées à l'intérieur du pays;</del>	<del>In geen geval kan het bezit, het houden, het gebruik door of de verkoop ten behoeve van Defensie van voornoemde producten, door enige maatregel worden verboden of beperkt indien dat een invloed heeft of kan hebben op de aanwending en de paraatstelling van de Krijgsmacht in het buitenland of op de paraatstelling en gewapende operationele inzet van de Krijgsmacht in het binnenland;</del>
<del>4<sup>o</sup> les services de renseignement et de la sécurité visés à la loi organique du 30 novembre 1998 des services de renseignement et de sécurité.</del>	<del>4<sup>o</sup> de inlichtingen- en veiligheidsdiensten bedoeld in de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten.</del>
<del>Avant chaque utilisation du produit visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les services visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> évaluent les risques de brouillages préjudiciables.</del>	<del>Vóór elk gebruik van het product bedoeld in het eerste lid, evalueren de diensten bedoeld in het eerste lid de risico's van schadelijke storingen.</del>
<del>Ils utilisent le produit uniquement à condition que le bénéfice de son utilisation soit supérieur aux conséquences dommageable pour les tiers résultant de ces brouillages.</del>	<del>Ze gebruiken het product enkel op voorwaarde dat de baten van het gebruik ervan groter zijn dan de nadelige gevolgen die voor derden voortvloeien uit deze storingen.</del>
<del>En ce cas, ils limitent la durée d'utilisation du produit, l'impact de ce dernier dans l'espace et les fréquences brouillées, à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'intervention.</del>	<del>In dat geval beperken ze de duur van het gebruik van het product, de impact ervan in de ruimte en de verstoorde frequenties tot wat strikt noodzakelijk is ten behoeve van de interventie.</del>

<p><del>Les services visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> notifient à l'Institut l'utilisation de ce produit, dans les 24 heures après la demande de l'Institut. Le Roi fixe, après l'avis de l'Institut, les modalités de cette notification ainsi que les informations transmises à l'Institut.</del></p>	<p><del>De diensten bedoeld in het eerste lid melden het gebruik van dit product aan het Instituut binnen 24 uur na het verzoek van het Instituut. De Koning bepaalt, na advies van het Instituut, de nadere bepalingen voor deze kennisgeving alsook de informatie die moet worden verstrekt aan het Instituut.</del></p>
<p><del>L'Institut peut restreindre la détention ou l'utilisation de ce produit par les services visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> et imposer certaines conditions techniques si les conditions de notification visées à cet article ne sont pas respectées.</del></p>	<p><del>Het Instituut kan het houden of het gebruik van dit product door de diensten bedoeld in het eerste lid beperken en bepaalde technische voorwaarden opleggen wanneer de voorwaarden van kennisgeving bedoeld in dit artikel niet in acht worden genomen.</del></p>
<p><del>Pour des bandes de fréquences spécifiques utilisées pour des services de radiocommunications ferroviaires et aéronautiques dont la perturbation peut avoir des conséquences sur la protection de vies humaines et pouvant être déterminées par l'Institut, l'Institut fixe les conditions techniques et opérationnelles de ce produit. A cet effet, ce produit et ses caractéristiques techniques sont notifiés à l'Institut trois mois avant la première mise en service. Si ces conditions techniques et opérationnelles ne sont pas respectées, la mise en service est immédiatement arrêtée, sauf si l'arrêt implique un risque plus élevé pour la sécurisation des vies humaines.</del></p>	<p><del>Voor specifieke frequentiebanden die gebruikt worden voor spoor- en luchtvaartradiocommunicatiediensten waarvan de storing gevolgen kan hebben op de bescherming van mensenlevens en die door het Instituut bepaald kunnen worden stelt het Instituut de technische en operationele voorwaarden van dit product vast. Hiertoe worden dit product en zijn technische karakteristieken drie maanden voorafgaand aan de eerste ingebruikname gemeld aan het Instituut. Indien deze technische en operationele voorwaarden niet nageleefd worden, dan wordt de indienststelling onmiddellijk stopgezet, tenzij de stopzetting een groter risico voor de beveiliging van mensenlevens inhoudt.</del></p>
<p><del>En aucun cas, la possession, la détention, l'utilisation par la Défense ou la commercialisation au profit de la Défense desdits produits ne peut être interdite ou restreinte par une quelconque mesure si cela a ou peut avoir une influence sur la mise en œuvre et la mise en condition des forces armées à l'étranger ou sur la mise en condition et l'engagement opérationnel armé des forces armées à l'intérieur du pays.</del></p>	<p><del>In geen geval kan het bezit, het houden, het gebruik door of de verkoop ten behoeve van Defensie van voornoemde producten, door enige maatregel worden verboden of beperkt indien dat een invloed heeft of kan hebben op de aanwending en de paraatstelling van de Krijgsmacht in het buitenland of op de paraatstelling en gewapende operationele inzet van de Krijgsmacht in het binnenland.</del></p>
<p><del>Les droits des opérateurs en matière d'usage des fréquences sont limités en cas d'usage de produits satisfaisant aux conditions comprises dans ce paragraphe.</del></p>	<p><del>De rechten van operatoren inzake het gebruik van frequenties worden beperkt ingeval van het gebruik van zendtoestellen die voldoen aan de voorwaarden die in deze paragraaf vervat zijn.</del></p>

<p><del>§ 4. Les forces armées et services visés au paragraphe 3 peuvent utiliser et faire utiliser des produits électriques ou électroniques qui provoquent des brouillages préjudiciables pour des démonstrations, tests et formations au profit des membres de leur personnel moyennant le respect des conditions suivantes :</del></p>	<p><del>§ 4. De krijgsmacht en de diensten bedoeld in paragraaf 3 mogen elektrische of elektronische producten die schadelijke storingen veroorzaken gebruiken en laten gebruiken voor demonstraties, testen en opleidingen ten behoeve van hun personeelsleden mits de volgende voorwaarden in acht worden genomen:</del></p>
<p><del>1° les dates précises, les lieux, la durée prévue par jour calendrier de l'utilisation et les propriétés techniques du produit utilisé, composées au minimum des fréquences brouillées, des puissances et des caractéristiques d'antennes, sont communiqués préalablement et en temps utile à l'Institut ; et</del></p>	<p><del>1° de precieze datums, locaties, de geplande duur per dag van het gebruik en de technische eigenschappen van het gebruikte product, ten minste bestaande uit de gestoorde frequenties, de vermogens en de antennekarakteristieken, worden vooraf en te gelegener tijd aan het Instituut meegedeeld; en</del></p>
<p><del>2° la durée d'utilisation est limitée au strict minimum.</del></p>	<p><del>2° de gebruiksduur wordt beperkt tot het strikte minimum.</del></p>
<p><del>Avant chaque utilisation du produit qui provoque des brouillages préjudiciables, les services visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> évaluent les risques de brouillages préjudiciables et prennent toutes les mesures nécessaires pour que l'utilisation du produit ne provoque aucun brouillage préjudiciable en dehors des lieux communiqués sur la base du 1°.</del></p>	<p><del>Vóór elk gebruik van het product dat schadelijke storingen veroorzaakt, evalueren de diensten bedoeld in het eerste lid de risico's op schadelijke storingen en nemen zij alle nuttige maatregelen opdat het gebruik van het product geen schadelijke storingen veroorzaakt buiten de locaties die meegedeeld zijn op basis van de bepaling onder het eerste lid, 1°.</del></p>
<p><del>Avant la première mise en service, l'Institut examine si l'appareil émetteur en question peut entraîner des brouillages préjudiciables en dehors des lieux visés au 1°. Dans ce cas, la mise en service est immédiatement arrêtée. L'Institut peut fixer des conditions techniques et opérationnelles particulières.</del></p>	<p><del>Voor de eerste indienststelling onderzoekt het Instituut of het betreffende zendtoestel buiten de in de bepaling onder het eerste lid, 1° bedoelde plaatsen schadelijke storingen kan veroorzaken. In dat geval wordt de indienststelling onmiddellijk stopgezet. Het Instituut kan bijzondere technische en operationele voorwaarden vastleggen.</del></p>
<p><del>L'utilisation du produit qui provoque des brouillages préjudiciables est immédiatement arrêtée si l'Institut constate qu'une ou plusieurs conditions fixées à l'alinéa 1<sup>er</sup> et l'alinéa 2 ne sont pas respectés.</del></p>	<p><del>Het gebruik van het product dat schadelijke storingen veroorzaakt wordt onmiddellijk stopgezet indien het Instituut vaststelt dat één of meer van de voorwaarden bepaald in het eerste lid en dat het tweede lid niet worden nageleefd.</del></p>
<p><del>Les droits des opérateurs en matière d'utilisation des fréquences sont limités en cas d'utilisation d'appareils émetteurs satisfaisant aux conditions visées dans le présent paragraphe.</del></p>	<p><del>De rechten van operatoren inzake het gebruik van frequenties worden beperkt in geval van het gebruik van zendtoestellen die voldoen aan de voorwaarden bepaald in deze paragraaf.</del></p>

<del>§ 5. Le paragraphe 1<sup>er</sup> ne s'applique pas lorsqu'il s'agit d'un produit commandé et utilisé par les services de l'Institut dans le but d'expertise et d'analyse de celui-ci. L'Institut prend toutes les mesures utiles pour minimiser le risque de brouillage préjudiciable durant l'utilisation de ce produit.</del>	<del>§ 5. Paragraaf 1 is niet van toepassing wanneer het gaat om een product dat door de diensten van het Instituut bestuurd en gebruikt wordt met het oog op deskundig onderzoek en analyse ervan. Het Instituut neemt alle noodzakelijke maatregelen om het risico op schadelijke storing tijdens het gebruik van dat product tot een minimum te beperken.</del>
...	
<b>Art. 39. § 1er. (...).</b>	<b>Art. 39. § 1. (...)</b>
§ 2. Le Roi fixe, sur proposition de l'Institut, les règles générales d'octroi, de suspension et de révocation des autorisations afin de pouvoir détenir un équipement hertzien, des autorisations de radiocommunications privées, et des autorisations afin de pouvoir détenir et/ou utiliser les produits visés à l'article <u>3315/1, §§ 2, 5 et 6</u> . Ces autorisations sont personnelles et révocables.	§ 2. De Koning bepaalt, op voorstel van het Instituut of op eigen initiatief, na advies van het Instituut, de algemene regels inzake toekenning, schorsing en intrekking van de vergunningen om radioapparatuur te mogen houden, van de machtigingen voor private radiocommunicatie, en van de vergunningen om de producten bedoeld in artikel <u>3315/1, §§ 2, 5 en 6</u> , te mogen houden en/of gebruiken. Deze vergunningen zijn persoonlijk en kunnen worden ingetrokken.
§ 3. Le Roi, sur proposition de l'Institut fixe les obligations des titulaires d'une autorisation visée au paragraphe 2 ainsi que les conditions auxquelles doivent satisfaire les stations et réseaux de radiocommunications autorisés.	§ 3. De Koning, op voorstel van het Instituut bepaalt de verplichtingen van de houders van een in de tweede paragraaf bedoelde vergunning en de voorwaarden waaraan de toegelaten stations en netten voor radiocommunicatie moeten voldoen.
§ 4. Les autorisations visées au paragraphe 2 ne sont pas requises pour les stations de radiocommunications fonctionnant dans les bandes militaires exclusives, dans les bandes militaires partagées avec les civils et établies et utilisées à des fins militaires ou de sécurité publique par les services relevant du ministre de la Défense nationale, par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et par les Forces alliées. Les conditions de partage des bandes entre civils et militaires ainsi que le type d'applications militaires autorisées dans ces bandes sont précisés par la Commission mixte des télécommunications, visée à l'article 106, § 1 <sup>er</sup> .	§ 4. De in paragraaf 2 bedoelde vergunningen zijn niet vereist voor de radiostations die in de exclusieve militaire banden werken of in de militaire banden die worden gedeeld met de burgers en die voor militaire doeleinden of met het oog op de openbare veiligheid aangelegd en gebruikt worden door de diensten die onder de minister van Landsverdediging ressorteren, door de Noord Atlantische Verdragsorganisatie en door de Geallieerde Strijdkrachten. De bedingen van de verdeling van de banden tussen civiele en militaire alsook het type van militaire toepassingen dat is toegestaan in deze banden worden vastgesteld door de Gemengde Commissie voor telecommunicatie, bedoeld in artikel 106, § 1.
...	...